



Rapport de gestion intermédiaire

Deuxième trimestre terminé le 27 juin 2026

Table des matières

1	Base de présentation	3
2	Énoncés prospectifs	3
3	Profil de la Société	6
4	Informations financières choisies	7
5	Faits saillants financiers	7
6	Perspectives	9
7	Analyse des résultats consolidés	11
8	Résumé des résultats trimestriels.....	15
9	Analyse de la situation financière consolidée	16
10	Analyse des flux de trésorerie consolidés	18
11	Arrangements hors état consolidé de la situation financière.....	19
12	Information sur les actions	19
13	Programme de rachat d'actions	19
14	Dividendes	19
15	Événement postérieur	20
16	Mesures financières non conformes aux IFRS	20
17	Adoption de normes IFRS	26
18	Méthodes comptables et modifications comptables futures.....	26
19	Contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI »)	26
20	Contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »)	27

1 Base de présentation

Le présent rapport de gestion présente les facteurs qui ont un effet significatif sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de Industries Lassonde inc. (« Lassonde » ou la « Société »). Ce rapport de gestion se doit d'être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (« états financiers consolidés intermédiaires ») de la Société et les notes afférentes. Il se doit également d'être lu en parallèle avec ses états financiers consolidés annuels 2025 et les notes afférentes ainsi que le rapport de gestion annuel 2025. En plus de contenir l'analyse du deuxième trimestre terminé le 27 juin 2026, le rapport tient compte de tout élément pouvant être considéré comme significatif survenu entre le 27 juin 2026 et sa date d'approbation par le conseil d'administration de la Société (le « Conseil »), soit le 6 août 2026 inclusivement. L'information financière du présent rapport de gestion a été préparée selon les Normes IFRS® de comptabilité (« IFRS »). À moins d'indication contraire, la monnaie de présentation des données financières est le dollar canadien et tous les montants sont exprimés en millions de dollars, ce qui peut entraîner certains écarts de calculs liés à l'arrondissement des montants.

Ce rapport de gestion est disponible sur le site Web de Industries Lassonde inc. au www.lassonde.com. Les lecteurs trouveront ce même rapport de gestion, la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, les documents complémentaires, les communiqués de presse, les attestations des dirigeants ainsi que davantage de renseignements sur la Société sur le site Web de SEDAR+ au www.sedarplus.ca. Des copies imprimées de ces documents peuvent être obtenues en communiquant avec le bureau de la secrétaire corporative de Lassonde. Les actions de catégorie A à droit de vote subalterne de Industries Lassonde inc. sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto sous le symbole LAS.A.

Ce document contient des mesures financières non conformes aux IFRS. Lassonde présente ses résultats financiers conformément aux IFRS et évalue généralement sa performance financière à l'aide de mesures financières ou ratios préparés selon les IFRS. Cependant, ce rapport de gestion fait également référence à certaines mesures ou ratios qui ne sont pas conformes aux IFRS. Se référer à la *section 16 – « Mesures financières non conformes aux IFRS »* du présent rapport de gestion pour plus d'informations, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio ainsi que le rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers, le cas échéant. Il se peut que ces mesures ne soient pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Ces mesures sont présentées en complément afin d'améliorer la compréhension de la performance financière de Lassonde, en fournissant aux investisseurs des indicateurs additionnels, notamment des mesures permettant d'évaluer et de suivre sa performance opérationnelle et sa situation financière d'une période à l'autre et non pas en remplacement des mesures IFRS. De plus, les mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS ne doivent pas être considérées comme un substitut aux informations financières connexes préparées conformément aux IFRS.

2 Énoncés prospectifs

Le présent rapport comporte de l'« information prospective » et les communications publiques verbales et écrites de la Société qui ne constituent pas un fait historique peuvent être réputées une « information prospective » au sens de la réglementation canadienne sur les valeurs mobilières applicable. Les énoncés constituant de l'information prospective comprennent, sans s'y limiter, des énoncés sur les objectifs et buts de la Société et sont fondés sur les attentes, projections, croyances, jugements et hypothèses actuels selon l'information disponible au moment où l'énoncé prospectif applicable a été fait à la lumière de l'expérience de la Société et de sa perception des tendances historiques.

Les énoncés prospectifs sont habituellement définis par des mots comme « anticiper », « continuer », « estimer », « s'attendre », « peut », « fera », « projeter », « devrait », « pourrait », « croire », « planifier », « avoir l'intention de », « concevoir », « cibler », « objectif », « stratégie », « probable », « potentiel », « perspectives », « viser », « but » et d'autres expressions similaires suggérant des événements futurs ou un rendement futur ainsi que la forme négative de ces termes ou leurs variations. Tous les énoncés autres que les énoncés de faits historiques inclus dans le présent rapport peuvent constituer des énoncés prospectifs.

Dans le présent rapport, les énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, les énoncés indiqués à la *section 6 – « Perspectives »* ci-après ainsi qu'aux énoncés figurant à la *section 13 – « Programme de rachat d'actions »* relativement à l'intention de la Société de mettre en place une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, l'obtention de l'approbation de la Bourse de Toronto et le nombre d'actions qui pourraient être rachetées. Les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses dont (i) l'absence d'escalade dans les tensions géopolitiques actuelles ou dans les mesures liées au commerce, y compris les tarifs, droits, taxes et autres restrictions commerciales et contre-mesures (collectivement appelés « Tarifs »), ainsi que l'absence de changement défavorable de leurs effets macroéconomiques actuels; (ii) un taux de change relativement stable entre le dollar américain et le dollar canadien; (iii) l'absence de détérioration additionnelle des comportements récents des consommateurs et des tendances de marché à l'égard de la catégorie des produits de la Société; (iv) l'efficacité des initiatives d'ajustement des prix de vente de la Société, avec une incidence limitée sur la demande pour les produits; (v) l'absence de perturbation importante des activités de la Société (y compris la disponibilité de la main-d'œuvre) ou de sa chaîne d'approvisionnement; (vi) la continuité des tendances concurrentielles observées à ce jour et l'efficacité de la stratégie de la Société visant à maintenir un positionnement concurrentiel dans les marchés où elle exerce ses activités; (vii) des hausses additionnelles limitées des coûts de la part des fournisseurs; et (viii) une disponibilité adéquate des principales matières premières et des intrants d'emballage. Les perspectives supposent également la poursuite de niveaux de production normalisés dans les principales installations de fabrication, le respect des délais prévus pour la livraison des nouveaux équipements de fabrication, ainsi qu'une disponibilité suffisante d'entrepreneurs et de consultants afin de soutenir l'exécution du programme d'investissements en

immobilisations de la Société. La préparation de ces perspectives par la Société a demandé la formulation d'hypothèses qui ne prennent pas en compte la survenance d'événements extraordinaires ou circonstances hors de son contrôle. La Société croit que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, mais rien ne garantit qu'elles s'avéreront exactes et il ne faut pas se fier sans réserve à de tels énoncés prospectifs.

Certains des énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport, comme les énoncés concernant les ventes, le coût des principales matières premières et autres intrants, le taux effectif d'impôt, le fonds de roulement et les investissements en immobilisations, peuvent être considérés comme étant des perspectives financières aux fins de la réglementation canadienne en valeurs mobilières applicable. Ces perspectives financières sont présentées pour évaluer les bénéfices futurs potentiels et les utilisations futures prévues des flux de trésorerie, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins.

Divers facteurs ou diverses hypothèses sont appliqués par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs. Ces facteurs et hypothèses sont fondés sur l'information dont dispose actuellement la Société, y compris l'information obtenue de sources tierces. **Les lecteurs sont prévenus que les hypothèses utilisées par la Société pour appuyer ces énoncés prospectifs pourraient se révéler inexactes en totalité ou en partie.**

Les facteurs significatifs qui pourraient entraîner un écart important entre les résultats réels et les conclusions, prévisions ou projections reflétées dans les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, entre autres et sans s'y limiter, les risques associés aux éléments suivants : la détérioration des conditions macroéconomiques ou socioéconomiques générales, y compris les conflits persistants, les tensions relatives aux politiques commerciales et industrielles entre les principales économies mondiales et l'utilisation accrue de sanctions économiques (y compris les tarifs, les droits et autres restrictions commerciales), qui peuvent avoir des répercussions négatives sur les fournisseurs, les clients et les coûts d'exploitation de la Société; la disponibilité des matières premières et des emballages et les variations de prix qui en découlent, plus précisément pour les matières premières importantes pour la Société, ainsi que l'efficacité de ses stratégies de couverture s'y rattachant; la capacité à s'adapter aux changements et les faits nouveaux touchant le secteur d'activités de la Société, notamment, les préférences, les goûts et les habitudes d'achat des clients, les conditions du marché, la dynamique du commerce de détail, le risque que les décisions d'achat des consommateurs soient influencées par des considérations d'alignement social ou politique dans le contexte de conflits commerciaux ainsi que les activités des concurrents et des clients; le risque que certains concurrents disposent d'un accès à des technologies supérieures, notamment en matière d'intelligence artificielle et de capacités de marketing numérique; les perturbations, les défaillances ou des menaces de cybersécurité visant les systèmes de technologie de l'information de la Société susceptibles d'entraîner des interruptions d'activités, une compromission de l'intégrité des données, des atteintes à la confidentialité ou des fraudes par compromission de courriels d'affaires; le déploiement fructueux de la stratégie pluriannuelle de la Société (la « Stratégie », définie à la *section 4 « Stratégie pluriannuelle »* du rapport de gestion annuel 2025), incluant l'exécution réussie de ses projets d'investissement clés ainsi que la matérialisation des bénéfices sous-jacents attendus; la dépendance à l'égard d'ententes de marques sous licence ou de marques appartenant à des tiers, lesquelles sont assujetties à un renouvellement, une résiliation ou une modification à la discrétion du propriétaire de la marque, de sorte que toute modification défavorable pourrait entraîner une perte de ventes ou des coûts additionnels; la capacité de redresser et de revitaliser la performance des filiales américaines de boissons de la Société; les changements climatiques et les catastrophes entraînant une augmentation des coûts d'exploitation et des dépenses en immobilisations et une réduction de la production, ou ayant une incidence sur la disponibilité, la qualité ou la volatilité des prix des principaux produits de base achetés par la Société; la possibilité d'arrêts de travail en raison du non renouvellement ou de l'incapacité de conclure des conventions collectives ou autres raisons; la capacité de la Société à intégrer efficacement les entreprises acquises; la perte de fournisseurs clés ou des litiges avec eux ou la concentration des fournisseurs; les modifications apportées aux lois et règles qui touchent les activités de la Société notamment en matière fiscale, ainsi que leur interprétation, et les nouvelles prises de position adoptées par les autorités compétentes; la capacité à maintenir de solides plateformes d'approvisionnement et de fabrication ainsi que des canaux de distribution efficaces; les fluctuations des frais de transport entrant et sortant, l'incidence du prix du pétrole (et de ses dérivés) sur les coûts directs et indirects de la Société, ainsi que la capacité de cette dernière de transférer ces augmentations au moyen de hausses des prix ou d'autres moyens, le cas échéant, à ses clients dans des conditions de marché concurrentielles et en tenant compte de l'élasticité de la demande; l'instauration réussie des programmes de santé et de sécurité de la Société et l'application des lois et règlements en matière de santé et sécurité; les blessures graves subies par un employé ou le décès d'un employé, qui pourraient avoir des répercussions importantes sur la continuité des activités de la Société et sa réputation et engendrer des coûts liés à la conformité; la pénurie de main-d'œuvre et son incidence sur l'embauche, la formation, le perfectionnement, la fidélisation et la fiabilité des membres du personnel ainsi que sur leur productivité, les enjeux en matière d'emploi, la conformité aux lois sur les normes du travail dans divers territoires; la consolidation accrue des clients dans le secteur de l'alimentation, ce qui leur donne un pouvoir de négociation important notamment sur les prix de vente de la Société; la mise en œuvre, le coût et l'incidence des initiatives de durabilité environnementale ainsi que le coût des mesures d'assainissement liées aux passifs environnementaux; l'incapacité de maintenir la sécurité et l'intégrité des produits de la Société qui pourrait entraîner des rappels de produits et des réclamations en responsabilité du fait des produits alimentaires mal étiquetés, falsifiés, contaminés ou avariés, et nuire à sa réputation; les risques associés à l'utilisation par la Société d'outils reposant sur l'intelligence artificielle; les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, de la liquidité et du crédit, du cours des actions et des obligations de retraite; l'engagement de frais de restructuration, de frais d'aliénation ou d'autres frais connexes ainsi que la constatation de perte de valeur du goodwill ou d'actifs à long terme; la suffisance de la garantie d'assurance; et l'incidence ainsi que l'issue des actions en justice, litiges ou instances réglementaires potentiels auxquels la Société peut être partie. La Société avertit les lecteurs que la liste qui précède n'est pas exhaustive.

La capacité de la Société d'atteindre ses priorités, ses cibles et ses objectifs en matière de durabilité est également assujettie, entre autres, à sa capacité d'accéder à toutes les technologies nécessaires à cette fin et de les mettre en œuvre, au développement, au déploiement et au rendement des technologies et des solutions propres à l'industrie, à la réglementation environnementale, à la disponibilité, à l'accessibilité et à la pertinence de données complètes et de haute qualité, ainsi qu'à l'évolution des normes ou des méthodologies utilisées. La capacité de la Société à réaliser ses priorités, ses cibles et ses objectifs en matière de durabilité est également soumise, entre autres, à sa capacité à tirer parti de ses relations avec les fournisseurs.

Les hypothèses, les attentes et les estimations formulées dans le cadre de la préparation des énoncés prospectifs ainsi que les risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement des énoncés prospectifs sont abordés dans les documents déposés par la Société auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières, dont l'information sur les facteurs de risque qui se retrouvent à la *section 19 - « Incertitudes et principaux facteurs de risque »* du rapport de gestion annuel 2025. Les lecteurs devraient lire cette section attentivement.

Tous les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont formulés à la date des présentes. À moins d'y être tenue par la loi, la Société ne s'engage pas à mettre à jour publiquement ni à réviser les énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement. **Tous les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont expressément et entièrement sous réserve de la présente mise en garde.**

3 Profil de la Société

Industries Lassonde inc. est un chef de file de l'industrie des aliments et des boissons en Amérique du Nord. La Société développe, fabrique et commercialise une vaste gamme de produits de marque nationale et de marque privée. Les produits de la Société incluent des jus de fruits et boissons, des sauces pour pâtes, des sauces aux canneberges, des condiments, des soupes, des bouillons, des collations à base de fruits ainsi que des boissons alcoolisées telles que des cidres et des vins. Au total, Lassonde distribue plus de 3 500 produits uniques dans environ 200 formats répartis dans des catégories de produits de tablette sèche, réfrigérés et surgelés.

Inspirées par sa vision de **devenir un joueur nord-américain plus fort, plus diversifié et de premier plan dans l'industrie des aliments et des boissons**, les actions de la Société s'articulent autour de trois piliers stratégiques :

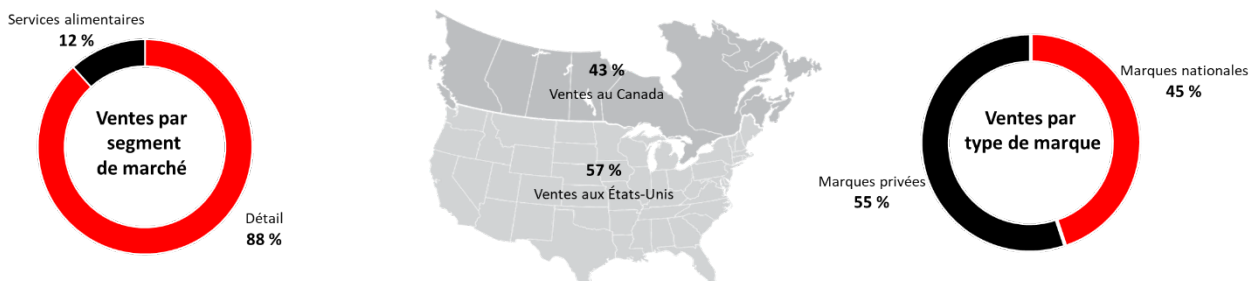
- Constituer un portefeuille axé sur la croissance;
- Développer des performances durables; et
- Améliorer sa capacité d'action.

La stratégie de commercialisation de la Société regroupe (i) les ventes effectuées aux détaillants et grossistes en alimentation, dont les chaînes de supermarchés, les marchands indépendants, les grandes surfaces, les clubs-entrepôts, les dépanneurs ainsi que les grandes chaînes de pharmacies et (ii) les ventes de services alimentaires effectuées aux restaurants, hôtels, hôpitaux, écoles et grossistes desservant ces établissements.

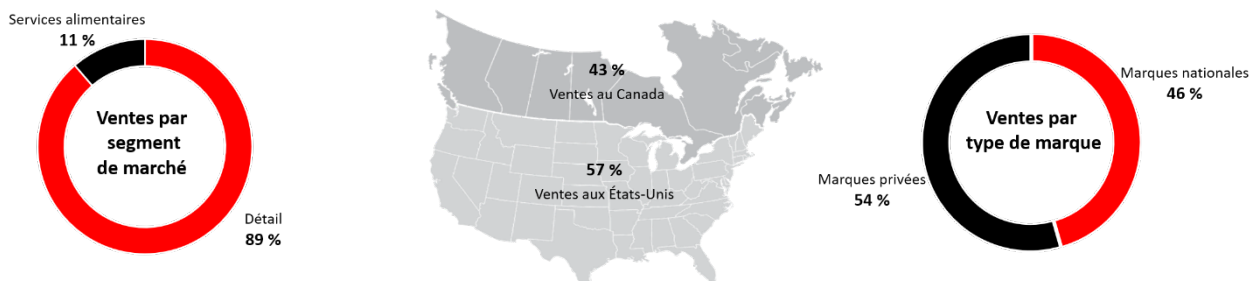
Lassonde exploite 19 usines situées au Canada et aux États-Unis (« É.-U. ») grâce à l'expertise de plus de 2 900 employés équivalents temps plein. Pour en apprendre davantage, visitez le www.lassonde.com.

Répartition des ventes

2025



Six premiers mois de 2026



Principales marques de boissons



Principales marques d'aliments de spécialité



Les produits de marque nationale de la Société sont vendus dans des emballages variés et sous de nombreuses marques de commerce de propriété exclusive, ainsi que sous des marques de commerce dont la Société détient les droits d'utilisation. La Société fabrique également des produits de marque privée pour la grande majorité des principaux détaillants et grossistes en Amérique du Nord.

4 Informations financières choisies

(en millions de dollars, sauf indication)	Deuxièmes trimestres terminés les		Six premiers mois terminés les	
	27 juin 2026	28 juin 2025	27 juin 2026	28 juin 2025
	\$	\$	\$	\$
Liées aux opérations				
Ventes	737,7	742,4	1 401,7	1 442,1
Marge brute	227,6	195,7	415,8	378,9
Résultat d'exploitation	40,0	54,4	91,9	97,1
BAILA ajusté ¹	100,7	84,4	180,6	155,9
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	26,9	34,3	63,7	58,9
Résultat de base et dilué par action (« BPA ») (en \$)	3,95	5,03	9,33	8,63
BPA ajusté ^{1 2} (en \$)	7,45	5,47	12,81	9,47
Dividendes déclarés par action pour les actions de catégories A et B (en \$)	1,25	1,10	2,50	2,20
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	77,8	(3,1)	149,1	(63,2)

(en millions de dollars, sauf indication)	Au	Au
	27 juin 2026	31 déc. 2025
	\$	\$
Liées à la situation financière		
Actif à court terme	769,3	734,5
Passif à court terme	441,4	420,5
Fonds de roulement d'exploitation ¹	374,4	363,8
Actif total	2 310,7	2 252,9
Dette à long terme, incluant la tranche à court terme	407,7	444,6

5 Faits saillants financiers

Deuxième trimestre terminé le 27 juin 2026 :

- Ventes de 737,7 millions \$. En excluant un effet de change défavorable de 0,7 million \$, les ventes ont connu une baisse de 4,0 millions \$ (0,5 %) par rapport au trimestre comparable de l'exercice précédent. Cette baisse est expliquée principalement par une diminution des volumes de ventes de produits de marque nationale et privée, atténuée par l'effet favorable d'ajustements de prix de vente et par une variation favorable de la composition des ventes de produits de marque privée.
- Marge brute de 227,6 millions \$ (30,8 % des ventes). En excluant un effet de change favorable de 2,5 millions \$, la marge brute a connu une hausse de 29,3 millions \$ par rapport au trimestre comparable de l'exercice précédent. Cette hausse nette découle principalement de l'effet des éléments suivants :
 - Diminution du coût des concentrés d'orange, atténuée par une hausse du coût de la résine PET;
 - Effet favorable d'ajustements de prix de vente; et
 - Effet favorable d'un changement de la composition des ventes.

¹ Cette mesure ne constitue pas une mesure financière normalisée selon le référentiel d'information financière appliqué pour établir les états financiers de la Société. Il pourrait être impossible de la comparer à une mesure financière similaire présentée par d'autres émetteurs. Se référer à la section 16 – « Mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion pour plus d'informations, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio ainsi que le rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers, le cas échéant.

² Le ratio BPA ajusté est composé du résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société qui est une mesure financière non conforme aux IFRS.

Ces éléments ont été atténués par une baisse des volumes de ventes.

- Résultat d'exploitation de 40,0 millions \$. En excluant un effet de change favorable de 2,1 millions \$, le résultat d'exploitation a connu une baisse de 16,6 millions \$ par rapport au trimestre comparable de l'exercice précédent. Cette baisse nette découle principalement de l'effet des éléments suivants :
 - Pertes de valeur d'actifs de 30,2 millions \$, dont 27,4 millions \$ sur une immobilisation incorporelle liée à une relation client des activités américaines d'aliments de spécialité, en raison de modifications contractuelles;
 - Hausse de 5,8 millions \$ des frais de transport des produits expédiés aux clients, découlant d'une augmentation des coûts facturés par les transporteurs principalement due aux récentes surcharges de carburant;
 - Augmentation de 4,8 millions \$ des charges de rémunération liées à la performance; et
 - Hausse de 4,5 millions \$ de certains frais d'administration.

Ces éléments ont été atténués par l'augmentation de la marge brute.

- En excluant les éléments affectant la comparabilité, le BAIIA ajusté³ est de 100,7 millions \$ (13,7 % des ventes), en hausse de 16,3 millions \$ (ou 19,3 %) par rapport au trimestre comparable de l'exercice précédent.
- Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 26,9 millions \$ (BPA de 3,95 \$), en baisse de 7,4 millions \$ (ou 21,6 %) par rapport au trimestre comparable de 2025. En excluant les éléments affectant la comparabilité, le BPA ajusté³ est de 7,45 \$, en hausse de 36,2 % par rapport au trimestre comparable de l'exercice précédent.
- Génération de fonds de 77,8 millions \$ par les activités d'exploitation comparativement à une utilisation de fonds de 3,1 millions \$ au cours du trimestre comparable de l'exercice précédent. Cette génération supérieure de fonds est expliquée principalement par la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation qui a généré 68,5 millions \$ de plus qu'au trimestre comparable de 2025.
- Dividende de 1,25 \$ par action, payé le 15 juin 2026.

Six premiers mois terminés le 27 juin 2026 :

- Ventes de 1 401,7 millions \$. En excluant un effet de change défavorable de 18,7 millions \$, les ventes ont connu une baisse de 21,6 millions \$ (1,5 %) par rapport à la période comparable de l'exercice précédent. Cette baisse est expliquée essentiellement par une baisse des volumes de ventes, principalement pour les produits de marque privée, atténuée par l'effet favorable d'ajustements de prix de vente, et par une variation favorable de la composition des ventes de produits de marque privée.
- Marge brute de 415,8 millions \$ (29,7 % des ventes). En excluant un effet de change défavorable de 5,9 millions \$, la marge brute a connu une hausse de 42,8 millions \$ par rapport à la période comparable de l'exercice précédent. Cette hausse nette découle principalement de l'effet des éléments suivants :
 - Effet favorable d'ajustements de prix de vente;
 - Diminution du coût des concentrés d'orange, atténuée par une hausse du coût de la résine PET et des concentrés d'ananas; et
 - Effet favorable d'un changement de la composition des ventes;

atténués par :

- Baisse des volumes de ventes; et
- Hausse des coûts de conversion.

³ Cette mesure ne constitue pas une mesure financière normalisée selon le référentiel d'information financière appliqué pour établir les états financiers de la Société. Il pourrait être impossible de la comparer à une mesure financière similaire présentée par d'autres émetteurs. Se référer à la *section 16 – « Mesures financières non conformes aux IFRS »* du présent rapport de gestion pour plus d'informations, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio ainsi que le rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers, le cas échéant.

- Résultat d'exploitation de 91,9 millions \$. En excluant un effet de change défavorable de 3,2 millions \$, le résultat d'exploitation a connu une baisse de 1,9 million \$ par rapport à la période comparable de l'exercice précédent. Cette baisse nette découle principalement de l'effet des éléments suivants :
 - Pertes de valeur d'actifs de 30,2 millions \$, dont 27,4 millions \$ sur une immobilisation incorporelle liée à une relation client des activités américaines d'aliments de spécialité, en raison de modifications contractuelles;
 - Hausse de 7,1 millions \$ de certains frais d'administration;
 - Augmentation de 5,3 millions \$ des charges de rémunération liées à la performance; et
 - Hausse de 4,2 millions \$ des frais de transport des produits expédiés aux clients, découlant d'une augmentation des coûts facturés par les transporteurs principalement due aux récentes surcharges de carburant, atténuée par la baisse des volumes.

Ces éléments ont été atténués par l'augmentation de la marge brute.

- En excluant les éléments affectant la comparabilité, le BAIIA ajusté⁴ est de 180,6 millions \$ (12,9 % des ventes), en hausse de 24,7 millions \$ ou 15,8 % par rapport à la période comparable de l'exercice précédent.
- Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 63,7 millions \$ (BPA de 9,33 \$), en hausse de 4,8 millions \$ (ou 8,2 %) par rapport au trimestre comparable de 2025. En excluant les éléments affectant la comparabilité, le BPA ajusté⁴ est de 12,81 \$, en hausse de 35,4 % par rapport au trimestre comparable de l'exercice précédent.
- Au 27 juin 2026, la Société a un actif total de 2 310,7 millions \$ par rapport à 2 252,9 millions \$ au 31 décembre 2025, une hausse de 2,6 % provenant principalement d'un taux de change de conversion plus élevé au 27 juin 2026, d'une hausse des immobilisations corporelles et d'une augmentation des débiteurs, atténuées par une baisse des immobilisations incorporelles.
- Au 27 juin 2026, la dette à long terme, incluant la tranche à court terme, se solde à 407,7 millions \$. Ceci représente une baisse de 36,8 millions \$ par rapport au 31 décembre 2025, attribuable essentiellement à des fonds générés par les activités d'exploitation supérieures aux investissements en immobilisations.
- Génération de fonds de 149,1 millions \$ par les activités d'exploitation comparativement à une utilisation de fonds de 63,2 millions \$ au cours de la période comparable de l'exercice précédent. Cette génération supérieure de fonds est expliquée principalement par la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation qui a généré 167,6 millions \$ de plus qu'au cours de la période comparable de 2025.
- Dividendes totaux de 2,50 \$ par action, payés au cours des six premiers mois de 2026.

6 Perspectives

Lassonde s'attend à ce que sa performance au cours de l'exercice 2026 continue d'être influencée principalement par la santé financière des consommateurs et par l'environnement inflationniste en vigueur. Ces facteurs sont désormais évalués dans un contexte d'incertitude mondiale accrue, notamment en raison du conflit en cours au Moyen-Orient et de son potentiel de répercussions géopolitiques, énergétiques et sur les chaînes d'approvisionnement, ainsi que de l'incertitude persistante entourant les politiques commerciales. Plus particulièrement, la révision conjointe en cours de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (« ACEUM »), conjuguée à l'utilisation actuelle ou à la menace d'imposition de Tarifs, crée une incertitude quant aux structures de coûts, à l'approvisionnement et aux flux transfrontaliers.

Compte tenu de cette incertitude et de l'évolution rapide de ces développements, les présentes perspectives pourraient ne pas tenir compte de toutes les incidences découlant des conflits actuels, des Tarifs ou d'autres mesures commerciales à la date du présent rapport de gestion. Les points de vue de la direction à l'égard de ces enjeux et de leurs répercussions potentielles sur Lassonde sont présentés à la *section 19 - « Incertitudes et principaux facteurs de risque »* du rapport de gestion annuel 2025. Par conséquent, la Société a établi ses perspectives pour l'exercice 2026 sur la base des hypothèses suivantes :

⁴ Cette mesure ne constitue pas une mesure financière normalisée selon le référentiel d'information financière appliqué pour établir les états financiers de la Société. Il pourrait être impossible de la comparer à une mesure financière similaire présentée par d'autres émetteurs. Se référer à la *section 16 - « Mesures financières non conformes aux IFRS »* du présent rapport de gestion pour plus d'informations, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio ainsi que le rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers, le cas échéant.

Ventes

- Sous réserve de facteurs externes significatifs et en excluant l'effet de change, la Société anticipe que les ventes de l'exercice 2026 seront légèrement inférieures à celles de l'exercice 2025.
- Ces perspectives reposent sur une contribution équilibrée de la gestion des revenus et des effets sur les volumes à l'échelle de son portefeuille de produits et de ses canaux de distribution et tiennent compte d'un suivi continu des tendances de la demande des consommateurs et de son élasticité dans un environnement géopolitique volatil.
- Bien que l'évolution du comportement des consommateurs et les pressions inflationnistes potentielles sur certains intrants clés puissent influencer les habitudes d'achat et la structure des coûts, la direction continuera de privilégier une tarification disciplinée, l'optimisation du portefeuille et l'excellence opérationnelle, la croissance de la rentabilité et la création de valeur demeurant prioritaires par rapport à des objectifs de croissance absolue des ventes.

Coût des principales matières premières et autres intrants

- Sur la base des prix au comptant actuellement observés, la Société anticipe un certain allègement du coût des concentrés d'orange et de pomme en 2026. Toutefois, ce bénéfice devrait être partiellement neutralisé par des pressions inflationnistes touchant un large éventail d'autres produits de base et intrants d'emballage, notamment les concentrés d'ananas et la résine PET.
- Bien que la direction poursuive activement des mesures d'atténuation par le biais d'initiatives liées à l'approvisionnement, aux prix et aux opérations, la Société anticipe une hausse des coûts de transport par rapport à l'exercice 2025 car ceux-ci demeurent sensibles aux conditions de marché et aux facteurs géopolitiques et ils influencent les coûts livrés des matières premières et des matériaux d'emballage de même que ceux des produits finis.

Taux effectif d'impôt

- Considérant les lois fiscales en vigueur et leur interprétation, le taux effectif d'impôt prévu pour l'exercice 2026 est estimé à environ 23,5 %.

Fonds de roulement

- Le nombre de jours de fonds de roulement d'exploitation⁵ de la Société se rapproche désormais de ses niveaux historiques et seules des améliorations marginales, le cas échéant, sont anticipées pour ce ratio au cours de l'exercice 2026. Toutefois, cette perspective pourrait être affectée par : (i) des décisions opportunistes pour sécuriser le coût des stocks avant de potentielles augmentations de prix additionnelles par les fournisseurs, (ii) l'objectif d'assurer un niveau de service adéquat, ou (iii) des décisions pour contrer de nouvelles perturbations potentielles de la chaîne d'approvisionnement.

Investissements en immobilisations

- Le programme global d'investissements en immobilisations de la Société pour 2026 devrait atteindre jusqu'à 7,0 % de ses ventes, incluant un montant d'environ 96 millions \$ US pour sa nouvelle usine au New Jersey, alors qu'elle continue de déployer des capitaux pour appuyer sa Stratégie. Cette estimation est tributaire du degré d'avancement de certains grands projets d'immobilisations ainsi que de l'évolution de l'environnement macroéconomique.
- Les nouvelles immobilisations seront financées, dans la mesure du possible, à même les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société, bien que la Société puisse également recourir aux emprunts si les taux d'intérêt et les conditions s'avéraient avantageuses.

Pour plus d'informations sur les principales hypothèses, les risques et les incertitudes applicables aux énoncés prospectifs contenus dans les perspectives, se référer à la *section 2 – « Énoncés prospectifs »* de ce présent rapport de gestion.

⁵ Cette mesure ne constitue pas une mesure financière normalisée selon le référentiel d'information financière appliqué pour établir les états financiers de la Société. Il pourrait être impossible de la comparer à une mesure financière similaire présentée par d'autres émetteurs. Se référer à la *section 16 – « Mesures financières non conformes aux IFRS »* du présent rapport de gestion pour plus d'informations, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio ainsi que le rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers, le cas échéant.

7 Analyse des résultats consolidés

7.1 Données relatives aux résultats consolidés

(en millions de dollars, sauf indication)	Deuxièmes trimestres terminés les			Six premiers mois terminés les		
	27 juin 2026	28 juin 2025	Δ	27 juin 2026	28 juin 2025	Δ
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	737,7	742,4	(4,7)	1 401,7	1 442,1	(40,3)
Coût des ventes	510,1	546,7	(36,6)	985,9	1 063,2	(77,3)
Marge brute	227,6	195,7	31,8	415,8	378,9	37,0
Frais de vente et d'administration	157,4	141,3	16,1	293,7	281,8	11,9
Perte de valeur d'actifs	30,2	-	30,2	30,2	-	30,2
Résultat d'exploitation	40,0	54,4	(14,4)	91,9	97,1	(5,2)
Frais financiers	7,7	10,1	(2,4)	15,7	18,6	(2,9)
Autres (gains) pertes	(0,4)	(1,9)	1,5	(4,7)	(0,2)	(4,5)
Résultat avant impôts	32,6	46,2	(13,6)	80,9	78,7	2,2
Impôts sur le résultat	7,7	11,8	(4,1)	19,2	20,5	(1,3)
Résultat net	25,0	34,4	(9,4)	61,7	58,2	3,6
Attribuable :						
Aux actionnaires de la Société	26,9	34,3	(7,4)	63,7	58,9	4,8
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(2,0)	0,1	(2,0)	(1,9)	(0,7)	(1,2)
	25,0	34,4	(9,4)	61,7	58,2	3,6
BPA (en \$)	3,95	5,03	(1,08)	9,33	8,63	0,70
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	6 822	6 822	-	6 822	6 822	-
BAIIA ajusté⁶	100,7	84,4	16,3	180,6	155,9	24,7
BPA ajusté⁶ (en \$)	7,45	5,47	1,98	12,81	9,47	3,34

Au cours du deuxième trimestre de 2026, la demande des consommateurs pour les produits agro-alimentaires en Amérique du Nord a continué d'être limitée, reflétant la pression persistante exercée sur les budgets des ménages. Selon les données de l'industrie, les volumes de ventes en Amérique du Nord des catégories des jus et boissons de fruits, de sauces pour pâtes, de sauces BBQ et de soupes ont généralement diminué par rapport à la même période en 2025. Les volumes des principales catégories de boissons de la Société ont diminué à un taux au milieu de la fourchette à un chiffre autant aux États-Unis qu'au Canada alors que les volumes de ses principales catégories d'aliments de spécialité ont diminué à un taux inférieur au milieu de la fourchette à un chiffre.

Face à ces conditions de marché, la direction a maintenu une approche disciplinée. La Société a poursuivi sa stratégie de prix concurrentiels, ses initiatives rigoureuses d'approvisionnement ainsi que ses efforts visant l'efficacité opérationnelle. La direction estime que cette approche a soutenu le positionnement en matière de valeur tout en contribuant à la protection des marges. La Société a continué de privilégier les ajustements de prix et les promotions générant des rendements acceptables. Dans le cadre de ses efforts visant l'efficacité opérationnelle, la Société a reconnu, entre autres, des charges liées à l'optimisation de ses activités découlant de sa décision de transférer certaines activités de son site de Kelowna, spécifiquement le conditionnement de boissons, vers d'autres sites de son réseau canadien.

La baisse des ventes s'explique principalement par des volumes plus faibles, partiellement compensés par les hausses de prix et la composition favorable des ventes. Malgré une baisse des volumes de ventes, le portefeuille de marques nationales de Lassonde a

⁶ Cette mesure ne constitue pas une mesure financière normalisée selon le référentiel d'information financière appliqué pour établir les états financiers de la Société. Il pourrait être impossible de la comparer à une mesure financière similaire présentée par d'autres émetteurs. Se référer à la section 16 – « Mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion pour plus d'informations, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio ainsi que le rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers, le cas échéant.

continué d'afficher une bonne performance comparative, soutenus notamment par des investissements accrus visant la croissance. Les volumes de produits de marque privée ont connu une baisse au Canada alors qu'une hausse significative a été réalisée aux États-Unis. Ces baisses des volumes reflètent les tendances de l'industrie combinées à un essoufflement du mouvement « Achetons Canadien » lorsque comparée au même trimestre de l'exercice précédent, ainsi que des actions délibérées de gestion du portefeuille initiées au cours du premier trimestre de 2026, y compris l'abandon de certaines lignes de produits, principalement au Canada.

Au cours du trimestre, le prix du jus d'orange concentré surgelé (« FCOJ ») et du concentré de pomme, dans une moindre mesure, ont enregistré une baisse par rapport à l'exercice précédent. L'environnement macroéconomique a entraîné des pressions inflationnistes sur les prix du carburant et a eu une incidence significative sur les coûts de transport et de la résine PET. Le secteur du transport, particulièrement aux États-Unis, continue d'être confronté à des défis importants liés à la hausse des coûts d'exploitation, au resserrement de l'application de la réglementation, aux faillites de transporteurs et à la pénurie de personnel.

Globalement, la stabilisation du prix des matières premières et les gains d'efficacité opérationnelle ont amélioré la visibilité à court terme sur les coûts et atténué l'incidence d'une pression inflationniste additionnelle, ce qui a eu un effet positif sur les marges.

Ventes

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres			Six premiers mois		
	Marques privées	Marques nationales	Total	Marques privées	Marques nationales	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes 2025	411,9	330,5	742,4	796,8	645,3	1 442,1
Effet des ajustements de prix de vente	5,6	4,1	9,7	15,1	16,1	31,3
Effet volume	(11,8)	(9,3)	(21,1)	(48,6)	(21,7)	(70,3)
Effet d'un changement de la composition des ventes	5,4	(0,6)	4,8	11,3	3,1	14,3
Autres effets, net	-	2,6	2,6	-	3,1	3,1
Croissance (baisse) excluant l'effet de change	(0,8) (0,2 %)	(3,2) (1,0 %)	(4,0) (0,5 %)	(22,2) (2,8 %)	0,6 0,1 %	(21,6) (1,5 %)
Effet de change	(0,4)	(0,3)	(0,7)	(11,8)	(6,9)	(18,7)
Effet total	(1,2) (0,3 %)	(3,5) (1,1 %)	(4,7) (0,6 %)	(34,1) (4,3 %)	(6,3) (1,0 %)	(40,3) (2,8 %)
Ventes 2026	410,6	327,1	737,7	762,7	639,0	1 401,7

Les ventes du deuxième trimestre de 2026 sont en baisse de 4,7 millions \$ (0,6 %) par rapport au trimestre comparable de 2025. En excluant un effet de change défavorable de 0,7 million \$, les ventes de la Société ont connu une baisse de 4,0 millions \$ (0,5 %) par rapport au trimestre comparable de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement due à une baisse des volumes de ventes canadiennes, atténuée par une hausse des volumes de ventes américaines de produits de marque privée, l'effet favorable d'ajustements de prix de vente aux États-Unis et par une variation favorable de la composition des ventes canadiennes de produits de marque privée.

Les ventes des six premiers mois de 2026 sont en baisse de 40,3 millions \$ (2,8 %) par rapport à la période comparable de 2025. En excluant un effet de change défavorable de 18,7 millions \$, les ventes de la Société ont connu une baisse de 21,6 millions \$ (1,5 %) par rapport à la période comparable de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique principalement par une baisse des volumes de ventes, essentiellement pour les produits de marque privée au Canada, atténuée par l'effet favorable d'ajustements de prix de vente, principalement aux États-Unis, et par une variation favorable de la composition des ventes canadiennes de produits de marque privée.

Coût des ventes

Le coût des ventes du deuxième trimestre de 2026 est en baisse de 36,6 millions \$ ou 6,7 % par rapport au trimestre comparable de 2025. En excluant un effet de change favorable de 3,3 millions \$, le coût des ventes est en baisse de 33,3 millions \$ (6,1 %) comparativement au deuxième trimestre de l'exercice précédent. La baisse du coût des ventes reflète essentiellement :

- (i) une diminution des volumes de ventes; et
- (ii) une diminution du coût des concentrés d'orange, atténuée par une hausse du coût de la résine PET;

Ces éléments ont été atténués par une hausse de 2,2 millions \$ des charges liées à l'optimisation des activités.

Le coût des ventes des six premiers mois de 2026 est en baisse de 77,3 millions \$ ou 7,3 % par rapport à la période comparable de 2025. En excluant un effet de change favorable de 12,9 millions \$, le coût des ventes est en baisse de 64,5 millions \$ (6,1 %) comparativement à la période comparable de l'exercice précédent. La baisse du coût des ventes reflète essentiellement :

- (i) une diminution des volumes de ventes; et
- (ii) une baisse du coût des concentrés d'orange, atténuée par une hausse du coût de la résine PET et des concentrés d'ananas; atténuées par :
 - (i) une hausse des coûts de conversion, autant au Canada qu'aux É.-U.; et
 - (ii) une hausse de 1,9 million \$ des charges liées à l'optimisation des activités.

Marge brute

Reflétant les éléments susmentionnés, la marge brute a totalisé 227,6 millions \$ (30,8 % des ventes) et 415,8 millions \$ (29,7 % des ventes) pour le deuxième trimestre et les six premiers mois de 2026, en hausse respectivement de 16,3 % et 9,8 % comparativement à 195,7 millions \$ (26,4 % des ventes) et 378,9 millions \$ (26,3 % des ventes) pour les périodes comparables de 2025.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration du deuxième trimestre de 2026 sont en hausse de 16,1 millions \$ par rapport au trimestre comparable de 2025. Cette augmentation est essentiellement due à :

- (i) une hausse de 5,8 millions \$ des frais de transport des produits expédiés aux clients, découlant d'une augmentation des coûts facturés par les transporteurs principalement due aux récentes surcharges de carburant;
- (ii) une augmentation de 4,8 millions \$ des charges de rémunération liées à la performance;
- (iii) une hausse de 4,5 millions \$ de certains frais d'administration; et
- (iv) une hausse de 1,8 million \$ des frais de vente et marketing;

atténuées par :

- (i) des frais de 0,4 million \$ en 2025 liés à la Stratégie;
- (ii) une diminution de 0,4 million \$ des charges liées à l'implantation de nouveaux systèmes clés; et
- (iii) une baisse de 0,4 million \$ des charges liées à l'optimisation des activités.

Les frais de vente et d'administration des six premiers mois de 2026 sont en hausse de 11,9 millions \$ par rapport à la période comparable de 2025. Cette hausse est essentiellement due à :

- (i) une hausse de 7,1 millions \$ de certains frais d'administration;
- (ii) une augmentation de 5,3 millions \$ des charges de rémunération liées à la performance;
- (iii) une hausse de 4,2 millions \$ des frais de transport des produits expédiés aux clients, découlant d'une augmentation des coûts facturés par les transporteurs principalement due aux récentes surcharges de carburant, atténuée par la baisse des volumes;
- (iv) une hausse de 2,3 millions \$ des frais de vente et marketing; et
- (v) une augmentation de 1,2 million \$ de la charge d'amortissement des immobilisations incorporelles découlant principalement de la mise en service du nouveau progiciel de gestion canadien;

atténuées par :

- (i) une baisse de 4,0 millions \$ des frais d'entreposage de produits finis, essentiellement aux É.-U.;
- (ii) un effet de change favorable de 2,6 millions \$ sur la conversion en dollars canadiens de frais de vente et d'administration des entités américaines;
- (iii) des frais de 1,0 million \$ en 2025 liés à la Stratégie;
- (iv) une diminution de 0,7 million \$ des charges liées à l'implantation de nouveaux systèmes clés; et
- (v) une baisse de 0,4 million \$ des charges liées à l'optimisation des activités.

Perte de valeur d'actifs

Au cours du deuxième trimestre de 2026, la Société a enregistré des pertes de valeur d'actifs totalisant 30,2 millions \$. De ce montant, la Société a enregistré une perte de valeur de 27,4 millions \$ sur une immobilisation incorporelle liée à une relation client des activités américaines d'aliments de spécialité, en raison de modifications contractuelles. La Société a également comptabilisé une perte de valeur de 2,0 millions \$ sur des immobilisations corporelles au Canada à titre de charge d'optimisation des activités découlant du transfert de certaines activités de son site de Kelowna vers d'autres sites de son réseau canadien, ainsi qu'une perte de valeur de 0,8 million \$ sur une autre immobilisation incorporelle liée à une relation client des activités canadiennes de boissons.

Résultat d'exploitation

Reflétant les éléments susmentionnés, le résultat d'exploitation de la Société a été de 40,0 millions \$ et 91,9 millions \$ pour le deuxième trimestre et les six premiers mois de 2026 comparativement à 54,4 millions \$ et 97,1 millions \$ pour les périodes comparables de 2025.

Frais financiers

Les frais financiers du deuxième trimestre de 2026 sont en baisse de 2,4 millions \$ par rapport au trimestre comparable de 2025. Cette diminution provient principalement d'une diminution de 2,3 millions \$ de la charge d'intérêts sur la dette à long terme.

Les frais financiers des six premiers mois de 2026 sont en baisse de 2,9 millions \$ par rapport à la période comparable de 2025. Cette diminution provient principalement d'une diminution de 3,3 millions \$ de la charge d'intérêts sur la dette à long terme, atténuée par une hausse de 0,4 million \$ de la charge d'amortissement des coûts de transaction.

Autres (gains) pertes

Les autres (gains) pertes du deuxième trimestre de 2026 se soldent par un gain de 0,4 million \$ qui provient essentiellement de gains de change totalisant 0,8 million \$, atténués par une perte de 0,2 million \$ dans Diamond Estates Wines & Spirits Inc. (« Diamond »). Le gain de 1,9 million \$ du deuxième trimestre de 2025 était principalement due à des gains de change totalisant 1,5 million \$ et un gain de 0,5 million \$ dans Diamond.

Les autres (gains) pertes des six premiers mois de 2026 se soldent par un gain de 4,7 millions \$ qui provient essentiellement de gains totalisant 4,1 millions \$ liés au règlement de réclamations d'assurance et de gains de change totalisant 1,8 million \$, atténués par une perte de 1,0 million \$ liée à une variation défavorable de la juste valeur des contreparties éventuelles à payer relatives à l'acquisition de The Zidian Group, qui exploite Summer Garden Food Manufacturing et certaines entités affiliées (ensemble, « Summer Garden »), reflétant des attentes révisées quant à l'atteinte de certains objectifs financiers.

Le gain de 0,2 million \$ des six premiers mois de 2025 était principalement due à un gain de 0,7 million \$ dans Diamond et de gains de change totalisant 0,3 million \$, atténués par une perte de 0,7 million \$ découlant de la désactualisation de la juste valeur des contreparties éventuelles à payer relatives à l'acquisition de Summer Garden.

Résultat avant impôts

Le résultat avant impôts a totalisé 32,6 millions \$ au cours du deuxième trimestre de 2026 comparativement à 46,2 millions \$ pour le trimestre comparable de 2025, soit une baisse de 29,3 %.

Le résultat avant impôts a totalisé 80,9 millions \$ au cours des six premiers mois de 2026 comparativement à 78,7 millions \$ pour les six premiers mois de 2025, soit une hausse de 2,9 %.

Impôts sur le résultat

Le taux effectif d'impôt de 23,5 % du deuxième trimestre de 2026 est inférieur au taux de 25,5 % du trimestre comparable de 2025, expliqué essentiellement par la structure de financement de la Société. Le taux effectif d'impôt de 23,7 % des six premiers mois de 2026 est inférieur au taux de 26,1 % de la période comparable de 2025, expliqué essentiellement par la structure de financement de la Société.

Résultat net

Le résultat net du deuxième trimestre de 2026 s'est élevé à 25,0 millions \$, en baisse sur le résultat net de 34,4 millions \$ pour le trimestre comparable de 2025.

Le résultat net des six premiers mois de 2026 s'est élevé à 61,7 millions \$, en hausse sur le résultat net de 58,2 millions \$ pour les six premiers mois de 2025.

Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société du deuxième trimestre de 2026 s'établit à 26,9 millions \$ pour un BPA de 3,95 \$, comparativement à 34,3 millions \$ et 5,03 \$, respectivement, pour le trimestre comparable de 2025.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société des six premiers mois de 2026 s'établit à 63,7 millions \$ pour un BPA de 9,33 \$, comparativement à 58,9 millions \$ et 8,63 \$, respectivement, pour la période comparable de 2025.

8 Résumé des résultats trimestriels

<i>(en millions de dollars, sauf indication)</i>	T2 2026	T1 2026	T4 2025	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024	T3 2024
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	737,7	664,0	768,1	723,9	742,4	699,7	738,1	668,3
Résultat d'exploitation	40,0	52,0	71,1	57,9	54,4	42,7	43,0	47,2
BAlIA ajusté ⁷	100,7	79,9	101,8	86,4	84,4	71,5	79,6	69,3
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	26,9	36,7	54,0	36,8	34,3	24,5	27,1	29,7
BPA (en \$)	3,95	5,38	7,92	5,40	5,03	3,60	3,97	4,35
BPA ajusté ⁷ (en \$)	7,45	5,36	7,52	5,84	5,47	4,00	5,13	4,53

Les ventes de la Société suivent généralement une tendance saisonnière, augmentant progressivement tout au long de l'année. Les ventes correspondent normalement aux habitudes de dépenses des consommateurs avec une demande plus élevée pendant la rentrée scolaire et les vacances et une demande plus faible au début de l'année.

Les ventes trimestrielles peuvent également fluctuer en raison des acquisitions, des cessions, des ajustements de prix, de la composition des ventes et de l'impact des taux de change. La rentabilité se comporte de façon relativement similaire aux ventes, mais, en plus des facteurs mentionnés ci-dessus, elle est également influencée par le coût des intrants et les coûts de transport, l'efficacité opérationnelle de la Société ainsi que les décisions gouvernementales en matière de Tarifs, de taux d'intérêt et d'impôts.

Pour une explication et une analyse plus complètes des résultats trimestriels, se référer aux rapports de gestion de la Société pour chacune des périodes trimestrielles respectives qui sont déposés sur le site Web de SEDAR+ et également disponibles sur le site Web de la Société.

⁷ Cette mesure ne constitue pas une mesure financière normalisée selon le référentiel d'information financière appliqué pour établir les états financiers de la Société. Il pourrait être impossible de la comparer à une mesure financière similaire présentée par d'autres émetteurs. Se référer à la section 16 – « Mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion pour plus d'informations, y compris la définition et la composition de la mesure ou du ratio ainsi que le rapprochement avec la mesure la plus comparable dans les états financiers, le cas échéant.

9 Analyse de la situation financière consolidée

	Au 27 juin 2026	Au 31 déc. 2025	Augmentation (diminution)	
			Incidence des taux de change ⁸	Écart excluant l'incidence des taux de change
(en millions de dollars)	\$	\$	\$	\$
Actif				
À court terme				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7,0	8,0	0,4	(1,4)
Débiteurs	236,0	207,5	5,1	23,4
Impôt à recouvrer	6,5	7,6	0,2	(1,3)
Stocks	476,3	465,0	8,8	2,5
Instruments dérivés	5,1	4,0	0,5	0,6
Autres actifs à court terme	38,4	42,3	0,4	(4,3)
	769,3	734,5	15,4	19,4
Instruments dérivés	3,3	3,2	-	0,1
Actifs au titre de droit d'utilisation	43,6	46,1	0,5	(3,0)
Immobilisations corporelles	754,2	701,0	15,4	37,8
Immobilisations incorporelles	239,2	282,9	7,1	(50,8)
Actif net au titre des prestations définies	1,5	2,3	-	(0,8)
Actifs d'impôt différé	6,1	5,5	1,2	(0,6)
Autres actifs à long terme	1,5	1,7	-	(0,2)
Goodwill	491,9	475,9	16,0	-
	2 310,7	2 252,9	55,6	2,2
Passif				
À court terme				
Découvert bancaire	-	0,8	-	(0,8)
Créditeurs et charges à payer	380,4	353,3	7,6	19,5
Impôt exigible	6,6	6,8	-	(0,2)
Instruments dérivés	0,6	3,3	-	(2,7)
Autres passifs à court terme	35,0	34,3	0,7	-
Tranche à court terme des obligations locatives	4,8	5,1	0,1	(0,4)
Tranche à court terme de la dette à long terme	14,0	16,9	-	(2,9)
	441,4	420,5	8,4	12,5
Instruments dérivés	1,6	0,7	-	0,9
Obligations locatives	45,9	47,6	0,5	(2,2)
Dette à long terme	393,7	427,7	12,8	(46,8)
Passif relatif au régime incitatif à long terme	10,1	14,4	-	(4,3)
Passif net relatif aux régimes de retraite	2,0	1,9	-	0,1
Passifs d'impôt différé	101,3	103,3	3,0	(5,0)
	996,0	1 016,1	24,7	(44,8)
Capitaux propres	1 314,7	1 236,8	30,9	47,0
	2 310,7	2 252,9	55,6	2,2

⁸ Pour comparer les soldes des postes des états consolidés de la situation financière, il faut noter que le taux de conversion des soldes de clôture libellés en dollars américains est passé de 1,3706 \$ CA par \$ US au 31 décembre 2025 à 1,4186 \$ CA par \$ US au 27 juin 2026. Le tableau présente l'incidence des variations de taux de change sur les principaux postes de l'état consolidé de la situation financière.

9.1 Actif

Les **débiteurs** s'élèvent à 236,0 millions \$ au 27 juin 2026, comparativement à 207,5 millions \$ au 31 décembre 2025. En excluant l'incidence des taux de change, les débiteurs ont connu une hausse de 23,4 millions \$ qui s'explique essentiellement par une augmentation de 25,2 millions \$ des débiteurs-clients découlant principalement de ventes supérieures en juin 2026 par rapport à décembre 2025 ainsi que d'une hausse du délai de recouvrement.

Les **stocks** sont passés de 465,0 millions \$ au 31 décembre 2025 à 476,3 millions \$ au 27 juin 2026. En excluant l'incidence des taux de change, les stocks ont connu une hausse de 2,5 millions \$. Cette hausse s'explique par une augmentation de 7,9 millions \$ des stocks de produits finis due principalement à un niveau d'inventaire plus élevé, atténuée par une diminution de 5,4 millions \$ des stocks de matières premières et fournitures découlant d'un coût moins élevé atténué par un niveau d'inventaire plus élevé.

Les **immobilisations corporelles** sont passées de 701,0 millions \$ au 31 décembre 2025 à 754,2 millions \$ au 27 juin 2026. En excluant l'incidence des taux de change, les immobilisations corporelles ont connu une hausse de 37,8 millions \$. Cette hausse s'explique principalement par des acquisitions de 68,9 millions \$, atténuées par une charge d'amortissement de 28,7 millions \$.

Les **immobilisations incorporelles** sont passées de 282,9 millions \$ au 31 décembre 2025 à 239,2 millions \$ au 27 juin 2026. En excluant l'incidence des taux de change, les immobilisations incorporelles ont connu une baisse de 50,8 millions \$ expliquée principalement par la constatation de pertes de valeur totalisant 28,2 millions \$ liées à des relations clients et par une charge d'amortissement de 23,4 millions \$, atténuées par des acquisitions d'immobilisations incorporelles de 0,9 million \$.

Au cours des six premiers mois de 2026, la Société a investi un montant total de 69,8 millions \$ en immobilisations. Les projets de croissance et d'optimisation ont représenté 48,0 millions \$, dont 35,1 millions \$ (26,7 millions \$ US) pour la construction d'une nouvelle usine au New Jersey, et les projets de pérennité et réglementaires ont totalisé 18,9 millions \$ alors que les projets informatiques ont, pour leur part, représenté 2,9 millions \$.

9.2 Passif

Les **crédoeurs et charges à payer** sont passés de 353,3 millions \$ au 31 décembre 2025 à 380,4 millions \$ au 27 juin 2026. En excluant l'incidence des taux de change, les crédoeurs et charges à payer ont connu une hausse de 19,5 millions \$. Cette hausse est essentiellement attribuable à une augmentation de 11,5 millions \$ des comptes fournisseurs et frais courus, expliquée principalement par le calendrier de paiement des fournisseurs et des intérêts à payer atténuée par le paiement au premier trimestre de 2026 d'immobilisations impayées en fin d'année 2025 et à une hausse de 10,7 millions \$ des frais commerciaux à payer.

En tenant compte de sa tranche à court terme, la **dette à long terme** totalise 407,7 millions \$ au 27 juin 2026 comparativement à 444,6 millions \$ au 31 décembre 2025. En excluant l'incidence des taux de change, la dette à long terme a connu une baisse de 49,7 millions \$. La Société a remboursé 55,0 millions \$ sur son crédit d'exploitation rotatif canadien alors qu'elle a emprunté 7,0 millions \$ sur son crédit d'exploitation rotatif américain.

Les **passifs d'impôt différé** sont passés de 103,3 millions \$ au 31 décembre 2025 à 101,3 millions \$ au 27 juin 2026. En excluant l'incidence des taux de change, les passifs d'impôt différé ont connu une baisse de 5,0 millions \$. Cette diminution s'explique principalement par l'impact fiscal de la constatation de pertes de valeur d'actifs sur des immobilisations incorporelles, atténué par l'amortissement fiscal des investissements en immobilisations et du goodwill.

9.3 Capitaux propres

Les **capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société** sont de 1 218,0 millions \$ au 27 juin 2026, en hausse de 76,8 millions \$ par rapport au solde de 1 141,2 millions \$ au 31 décembre 2025. Le **cumul des autres réserves** a augmenté de 30,3 millions \$ à la suite d'une hausse de 26,2 millions \$ de la réserve au titre de l'écart de change et d'une augmentation de 4,1 millions \$ de la réserve de couverture. Les **résultats non distribués** sont, pour leur part, en hausse de 46,5 millions \$ pour atteindre 1 046,8 millions \$ au terme du deuxième trimestre de 2026. Cette augmentation correspond essentiellement au résultat net attribuable aux actionnaires des six premiers mois de 2026 d'un montant de 63,7 millions \$, réduit des dividendes versés de 17,1 millions \$ et de la constatation aux autres éléments du résultat global d'une perte actuarielle (nette d'impôts) de 0,3 million \$. Les **participations ne donnant pas le contrôle** sont passées de 95,6 millions \$ au 31 décembre 2025 à 96,7 millions \$ au 27 juin 2026. Les participations ne donnant pas le contrôle représentent la quote-part d'une participation minoritaire dans les capitaux propres des filiales américaines de la Société ainsi que la quote-part d'autres participations minoritaires dans les capitaux propres de Diamond.

Différents ratios liés à la situation financière consolidée, et les détails de leur calcul, sont disponibles à la *section 16 – « Mesures financières non conformes aux IFRS »*.

10 Analyse des flux de trésorerie consolidés

10.1 Sommaire des flux de trésorerie consolidés

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres terminés les		Six premiers mois terminés les	
	27 juin 2026	28 juin 2025	27 juin 2026	28 juin 2025
	\$	\$	\$	\$
Activités d'exploitation	77,8	(3,1)	149,1	(63,2)
Activités de financement	(44,0)	50,5	(68,5)	183,9
Activités d'investissement	(37,5)	(35,0)	(81,1)	(114,1)
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(3,7)	12,5	(0,5)	6,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	10,6	21,2	7,1	27,0
Effet des écarts de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	0,2	(1,0)	0,3	(1,0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	7,0	32,7	7,0	32,7

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Au cours du deuxième trimestre de 2026, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation totalisent 77,8 millions \$ alors qu'elles avaient utilisé 3,1 millions \$ au cours du deuxième trimestre de 2025. Cette génération supérieure de fonds s'explique principalement par une variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation qui a utilisé des fonds de 3,5 millions \$ au cours du deuxième trimestre de 2026 comparativement à une utilisation de fonds de 72,0 millions \$ au cours du trimestre comparable de l'exercice précédent, pour une utilisation de fonds inférieure de 68,5 millions \$. Ce changement dans la variation du fonds de roulement découle de l'effet combiné des éléments suivants :

- une variation des créditeurs et charges à payer générant 24,3 millions \$ au cours du deuxième trimestre de 2026 comparativement à une utilisation de fonds de 48,1 millions \$ au cours du trimestre comparable de 2025;
- une variation des stocks utilisant 14,2 millions \$ au cours du deuxième trimestre de 2026 comparativement à une génération de fonds de 0,6 million \$ au cours du deuxième trimestre de 2025;
- une variation des débiteurs utilisant 18,0 millions \$ au cours du deuxième trimestre de 2026 comparativement à une utilisation de fonds de 32,7 millions \$ au cours du trimestre comparable de 2025; et
- une variation des autres actifs et passifs à court terme générant 4,4 millions \$ au cours du deuxième trimestre de 2026 comparativement à une génération de fonds de 8,2 millions \$ au cours du deuxième trimestre de 2025.

Une hausse de 13,7 millions \$ du résultat avant intérêts, impôts, amortissements et pertes de valeur d'actifs (incluant une variation défavorable des autres (gains) pertes de 1,5 million \$) a aussi contribué à la variation à la hausse des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation.

Au cours des six premiers mois de 2026, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation totalisent 149,1 millions \$ alors qu'elles avaient utilisé 63,2 millions \$ au cours des six premiers mois de 2025. Cette génération supérieure de fonds s'explique principalement par une variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation qui a généré des fonds de 1,8 million \$ au cours des six premiers mois de 2026 comparativement à une utilisation de fonds de 165,8 millions \$ au cours de la période comparable de l'exercice précédent, pour une génération de fonds supérieure de 167,6 millions \$. Ce changement dans la variation du fonds de roulement découle de l'effet combiné des éléments suivants :

- une variation des créditeurs et charges à payer générant 29,0 millions \$ au cours des six premiers mois de 2026 comparativement à une utilisation de fonds de 62,0 millions \$ au cours de la période comparable de 2025;
- une variation des stocks utilisant 2,5 millions \$ au cours des six premiers mois de 2026 comparativement à une utilisation de fonds de 48,5 millions \$ au cours des six premiers mois de 2025;
- une variation des débiteurs utilisant 25,7 millions \$ au cours des six premiers mois de 2026 comparativement à une utilisation de fonds de 61,3 millions \$ au cours de la période comparable de 2025; et
- une variation des autres actifs et passifs à court terme générant 1,0 million \$ au cours des six premiers mois de 2026 comparativement à une génération de fonds de 6,0 millions \$ au cours des six premiers mois de 2025.

Les éléments suivants ont aussi contribué à la variation à la hausse des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation :

- (i) une hausse de 29,3 millions \$ du résultat avant intérêts, impôts, amortissements et pertes de valeur d'actifs (incluant une variation favorable des autres (gains) pertes de 4,5 millions \$); et
- (ii) une variation favorable de 8,1 millions \$ des règlements d'instruments dérivés.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Au cours du deuxième trimestre de 2026, les activités de financement ont utilisé 44,0 millions \$ alors qu'elles avaient généré 50,5 millions \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2025. Cette utilisation supérieure de fonds s'explique essentiellement par l'obtention en 2025 d'un emprunt à terme de 343,4 millions \$, atténué par un remboursement de 33,7 millions \$ des crédits d'exploitation rotatifs au cours du deuxième trimestre de 2026 comparativement à un remboursement de 279,9 millions \$ au cours du deuxième trimestre de 2025 et par le paiement de 4,0 millions \$ en 2025 de frais liés à la nouvelle entente de crédit américaine.

Au cours des six premiers mois de 2026, les activités de financement ont utilisé 68,5 millions \$ alors qu'elles avaient généré 183,9 millions \$ au cours de la période comparable de l'exercice 2025. Cette utilisation supérieure de fonds s'explique essentiellement par l'obtention en 2025 d'un emprunt à terme de 343,4 millions \$ et par un investissement de 3,6 millions \$ en 2025 provenant d'une participation ne donnant pas le contrôle dans les entités américaines de la Société. Ces éléments ont été atténués par un remboursement de 48,0 millions \$ des crédits d'exploitation rotatifs au cours des six premiers mois de 2026 comparativement à un remboursement de 141,0 millions \$ au cours de la période comparable de 2025 et par le paiement de 4,0 millions \$ en 2025 de frais liés à la nouvelle entente de crédit américaine.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Au cours du deuxième trimestre de 2026, l'utilisation de fonds par les activités d'investissement a été de 37,5 millions \$ comparativement à 35,0 millions \$ pour le deuxième trimestre de 2025. Cette variation à la hausse provient essentiellement d'une hausse de 10,8 millions \$ des sorties de fonds liées aux acquisitions d'immobilisations corporelles, atténuée par un règlement de 7,0 millions \$ en 2025 d'une des contreparties éventuelles liées à l'acquisition de Summer Garden.

Au cours des six premiers mois de 2026, l'utilisation de fonds par les activités d'investissement a été de 81,1 millions \$ comparativement à 114,1 millions \$ pour les six premiers mois de 2025. Cette variation à la baisse provient essentiellement d'une baisse de 22,7 millions \$ des sorties de fonds liées aux acquisitions d'immobilisations corporelles et par un règlement de 7,0 millions \$ en 2025 d'une des contreparties éventuelles liées à l'acquisition de Summer Garden.

11 Arrangements hors état consolidé de la situation financière

Au 27 juin 2026, la Société a des lettres de crédit en circulation totalisant 0,8 million \$.

Les engagements sont présentés à la note 29 des états financiers consolidés audités de l'exercice terminé le 31 décembre 2025.

12 Information sur les actions

Au 27 juin 2026, le capital-actions émis et en circulation de la Société est constitué de 3 069 000 actions de catégorie A à droit de vote subalterne et de 3 752 620 actions de catégorie B à droits de vote multiples.

13 Programme de rachat d'actions

La Société a annoncé aujourd'hui que, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, elle a l'intention de mettre en place une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vue de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 200 000 actions de catégorie A à droit de vote subalterne de son capital, ce qui représente environ 6,52 % des 3 069 000 actions à droit de vote subalterne émises et en circulation en date du 6 août 2026.

14 Dividendes

Le Conseil a déclaré aujourd'hui, conformément à la politique de dividendes de la Société, un dividende trimestriel de 1,25 \$ par action à l'égard des actions de catégories A et B, payable le 15 septembre 2026 à tous les porteurs d'actions de catégories A et B inscrits aux registres en date du 18 août 2026. Ce dividende est un dividende déterminé aux fins de l'impôt du Canada.

15 Événement postérieur

En date du 6 août 2026, il n'y a aucun événement postérieur à souligner.

16 Mesures financières non conformes aux IFRS

Afin de fournir plus d'informations sur la performance de la Société, les informations financières incluses dans les documents financiers contiennent certaines mesures financières supplémentaires et certaines données ou ratios qui ne sont pas des mesures financières reconnues par les IFRS (« mesures non-IFRS »), et qui sont également calculés sur une base ajustée en excluant certains éléments spécifiques affectant la comparabilité entre les périodes. La Société croit que de fournir ces mesures non-IFRS est utile à la direction, aux investisseurs et aux analystes, car elles fournissent plus d'information pour analyser sa performance et sa situation financière.

Les mesures financières non-IFRS suivantes sont utilisées dans les divulgations financières de la Société :

- BAIIA et BAIIA ajusté;
- Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société;
- Fonds de roulement d'exploitation;
- Débiteurs ajustés;
- Crédoeurs et charges à payer ajustés;
- Dette nette;
- Capitaux employés; et
- Sources de capitaux.

Les ratios non-IFRS suivants sont utilisés dans les divulgations financières de la Société :

- Pourcentage du BAIIA et du BAIIA ajusté sur les ventes;
- BPA ajusté;
- Pourcentage du fonds de roulement d'exploitation sur les ventes;
- Pourcentage des débiteurs ajustés sur les ventes;
- Pourcentage des crédoeurs et charges à payer ajustés sur le coût des ventes;
- Jours de fonds de roulement d'exploitation;
- Délai de recouvrement des débiteurs;
- Délai de paiement des crédoeurs;
- Rendement sur capitaux employés; et
- Dette nette sur BAIIA ajusté.

La mesure non-financière supplémentaire suivante est aussi utilisée dans les divulgations financières de la Société :

- Délai d'écoulement des stocks.

Ces mesures financières ou ratios, détaillés ci-après, ne constituent pas des mesures financières ou ratios normalisés selon le référentiel d'information financière appliqué pour établir les états financiers de la Société. Ces mesures non-IFRS ne doivent pas être considérées séparément ou comme substituts à des mesures financières reconnues par les IFRS. Il pourrait être impossible de les comparer à des mesures financières ou ratios similaires présentés par d'autres émetteurs.

16.1 Éléments affectant la comparabilité entre les périodes

Le tableau suivant contient une liste, une description et une quantification des éléments ayant une incidence sur la comparabilité de la performance financière entre les périodes :

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres terminés les		Six premiers mois terminés les	
	27 juin 2026	28 juin 2025	27 juin 2026	28 juin 2025
	\$	\$	\$	\$
Coûts liés à la Stratégie	-	0,4	-	1,0
Coûts d'implantation de nouveaux systèmes clés	0,1	0,5	0,3	0,9
Optimisation des activités	4,6	1,1	4,6	1,6
Pertes de valeur sur des immobilisations incorporelles liées à une relation client	28,2	-	28,2	-
Somme des éléments affectant la comparabilité sur le BAIIA :	32,9	2,0	33,1	3,5
Charge d'amortissement accéléré liée à l'optimisation des activités	2,6	2,3	5,2	4,8
Somme des éléments affectant la comparabilité sur le résultat d'exploitation :	35,5	4,3	38,3	8,3
<u>Éléments affectant la comparabilité des « Autres (gains) pertes » :</u>				
Gains liés au règlement de réclamations d'assurance	-	-	(4,1)	-
Perte liée à la juste valeur des contreparties éventuelles à payer relatives à l'acquisition de Summer Garden	-	-	1,0	-
Impact fiscal des éléments précédents	(9,2)	(1,1)	(9,1)	(2,0)
Effet sur le résultat net	26,3	3,2	26,1	6,3
Attribuable :				
Aux actionnaires de la Société	23,9	2,9	23,8	5,7
Aux participations ne donnant pas le contrôle	2,4	0,3	2,3	0,6

16.2 BAIIA et BAIIA ajusté

La mesure financière BAIIA est utilisée par la Société et les investisseurs pour mesurer sa capacité de générer des flux monétaires futurs à même ses activités et d'acquitter ses charges financières. La mesure financière BAIIA ajusté est utilisée par la Société pour comparer les BAIIA entre les périodes en excluant les éléments affectant la comparabilité. Le BAIIA se compose de la somme du résultat d'exploitation et de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et des immobilisations ainsi que des « (Gains) pertes sur contrats de location et sur immobilisations », tels que présentés dans le tableau consolidé des flux de trésorerie. Le BAIIA ajusté est calculé en ajustant le BAIIA avec les éléments considérés par la direction comme ayant un effet sur la comparabilité entre les périodes. La mesure IFRS la plus directement comparable est le résultat d'exploitation.

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres terminés les		Six premiers mois terminés les	
	27 juin 2026	28 juin 2025	27 juin 2026	28 juin 2025
	\$	\$	\$	\$
Résultat d'exploitation	40,0	54,4	91,9	97,1
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et des immobilisations	27,6	28,1	55,3	55,4
(Gains) pertes sur contrats de location et sur immobilisations	0,2	(0,1)	0,3	(0,1)
BAIIA	67,8	82,4	147,5	152,4
Somme des éléments affectant la comparabilité	32,9	2,0	33,1	3,5
BAIIA ajusté	100,7	84,4	180,6	155,9

Pour le deuxième trimestre, la charge d'amortissement est passée de 28,1 millions \$ en 2025 à 27,6 millions \$ en 2026. En excluant un effet de change favorable de 0,1 million \$, la charge d'amortissement a connu une baisse de 0,4 million \$, expliquée principalement par la fin de l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles au cours du premier trimestre de 2026.

Pour les six premiers mois, la charge d'amortissement est passée de 55,4 millions \$ en 2025 à 55,3 millions \$ en 2026. En excluant un effet de change favorable de 1,0 million \$, la charge d'amortissement a connu une hausse de 0,9 million \$, expliquée principalement par l'amortissement du nouveau progiciel de gestion canadien mis en service au cours du deuxième trimestre de 2025 atténué par la fin de l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles au cours du premier trimestre de 2026.

16.3 Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société et BPA ajusté

Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société est une mesure financière et le BPA ajusté (composé notamment du résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société) est un ratio financier qui sont utilisés par la Société et les investisseurs pour comparer le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société et le BPA entre les périodes en excluant les éléments affectant la comparabilité. Ils sont calculés en les ajustant avec les éléments considérés par la direction comme ayant un effet sur la comparabilité entre les périodes. Les mesures IFRS les plus directement comparables sont le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société et le BPA.

(en millions de dollars, sauf indication)	Deuxièmes trimestres terminés les		Six premiers mois terminés les	
	27 juin 2026	28 juin 2025	27 juin 2026	28 juin 2025
	\$	\$	\$	\$
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	26,9	34,3	63,7	58,9
Somme des éléments affectant la comparabilité	23,9	2,9	23,8	5,7
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	50,8	37,2	87,4	64,6
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	6 822	6 822	6 822	6 822
BPA ajusté (en \$)	7,45	5,47	12,81	9,47

16.4 Dette nette et dette nette sur BAIIA ajusté

La dette nette est une mesure financière et la dette nette sur BAIIA ajusté est un ratio financier qui sont utilisés par la Société pour évaluer sa capacité à rembourser sa dette existante ainsi qu'à définir sa capacité d'emprunt disponible. Le ratio dette nette sur BAIIA ajusté est obtenu en divisant la dette nette par la somme des BAIIA ajustés des quatre derniers trimestres. La dette nette représente la somme des

obligations locatives, incluant la tranche à court terme, et de la dette à long terme, incluant la tranche à court terme, moins le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie », tels qu'ils sont présentés à l'état consolidé de la situation financière de la Société. Les mesures IFRS les plus directement comparables sont la dette à long terme, incluant la tranche à court terme, et le résultat d'exploitation.

(en millions de dollars, sauf le ratio dette nette sur BAIIA ajusté)	Au 27 juin 2026	Au 31 déc. 2025
	\$	\$
Tranche à court terme des obligations locatives	4,8	5,1
Tranche à court terme de la dette à long terme	14,0	16,9
Obligations locatives	45,9	47,6
Dette à long terme	393,7	427,7
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(7,0)	(8,0)
Dette nette	451,4	489,3
Somme des BAIIA ajustés des quatre derniers trimestres	368,8	344,1
Ratio dette nette sur BAIIA ajusté	1,22:1	1,42:1

16.5 Fonds de roulement d'exploitation et Jours de fonds de roulement d'exploitation

Le fonds de roulement d'exploitation est une mesure financière et les jours de fonds de roulement d'exploitation est un ratio financier qui sont utilisés par la Société pour suivre l'efficacité de la gestion de son fonds de roulement et le montant de capital investi dans ses activités courantes. Le fonds de roulement d'exploitation se compose de l'actif à court terme, moins le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie », l'impôt à recouvrer, les instruments dérivés (court terme) et les autres actifs à court terme, tels qu'ils sont présentés à l'état consolidé de la situation financière, et moins les autres débiteurs, les fournisseurs et frais courus et les frais commerciaux à payer, tels qu'ils sont présentés dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires de la Société. Pour calculer les jours de fonds de roulement d'exploitation, le fonds de roulement d'exploitation est divisé par les ventes du dernier trimestre, tel qu'elles sont présentées à la section 7 – « Analyse des résultats consolidés » de ce rapport de gestion, multiplié par 91 jours. Les mesures IFRS les plus directement comparables sont l'actif à court terme et le passif à court terme.

(en millions de dollars, sauf les jours de fonds de roulement d'exploitation)	Au 27 juin 2026	Au 31 déc. 2025
	\$	\$
Actif à court terme	769,3	734,5
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(7,0)	(8,0)
Moins : Impôt à recouvrer	(6,5)	(7,6)
Moins : Instruments dérivés (court terme)	(5,1)	(4,0)
Moins : Autres actifs à court terme	(38,4)	(42,3)
Moins : Autres débiteurs	(4,5)	(4,1)
Moins : Fournisseurs et frais courus	(269,0)	(251,5)
Moins : Frais commerciaux à payer	(64,5)	(53,2)
Fonds de roulement d'exploitation	374,4	363,8
Divisé par : Ventes du dernier trimestre	737,7	768,1
Pourcentage du fonds de roulement d'exploitation sur les ventes	0,51	0,47
Jours de fonds de roulement d'exploitation (en jours)	46,2	43,1

Bien que la Société utilise les jours de fonds de roulement d'exploitation, tel que décrit ci-dessus, pour évaluer sa situation globale de fonds de roulement, elle demeure aussi attentive aux indicateurs de fonds de roulement suivants :

16.5.1 Délai de recouvrement des débiteurs

Le ratio financier délai de recouvrement des débiteurs (« DSO ») est utilisé par la Société pour identifier le nombre moyen de jours qu'il lui faut pour percevoir le paiement d'une vente. Ce ratio est obtenu en divisant les débiteurs, tels qu'ils sont présentés à l'état consolidé de la situation financière, moins les rabais à recevoir, les autres débiteurs et les frais commerciaux à payer, tels qu'ils sont présentés dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires de la Société, par les ventes du dernier trimestre, tel qu'elles sont présentées à la section 7 – « Analyse des résultats consolidés » de ce rapport de gestion, multiplié par 91 jours. La mesure IFRS la plus directement comparable est les débiteurs.

<i>(en millions de dollars, sauf le DSO)</i>	Au 27 juin 2026 \$	Au 31 déc. 2025 \$
Débiteurs	236,0	207,5
Moins : Rabais à recevoir	(2,5)	(4,1)
Moins : Autres débiteurs	(4,5)	(4,1)
Moins : Frais commerciaux à payer	(64,5)	(53,2)
Débiteurs ajustés	164,5	146,1
Divisés par : Ventes du dernier trimestre	737,7	768,1
Pourcentage des débiteurs ajustés sur les ventes	0,22	0,19
DSO (en jours)	20,3	17,3

16.5.2 Délai d'écoulement des stocks

Le ratio financier délai d'écoulement des stocks (« DIO ») est utilisé par la Société pour identifier le nombre moyen de jours qu'il lui faut pour transformer ses stocks en ventes. Ce ratio est obtenu en divisant les stocks, tels qu'ils sont présentés à l'état consolidé de la situation financière, par le coût des ventes du dernier trimestre, tel qu'il est présenté à la *section 7 – « Analyse des résultats consolidés »* de ce rapport de gestion, multiplié par 91 jours.

<i>(en millions de dollars, sauf le DIO)</i>	Au 27 juin 2026 \$	Au 31 déc. 2025 \$
Stocks	476,3	465,0
Divisés par : Coût des ventes du dernier trimestre	510,1	543,1
	0,93	0,86
DIO (en jours)	85,0	77,9

16.5.3 Délai de paiement des créditeurs

Le ratio financier délai de paiement des créditeurs (« DPO ») est utilisé par la Société pour identifier le nombre moyen de jours qu'il lui faut pour payer ses créditeurs et charges à payer. Ce ratio est obtenu en divisant les créditeurs et charges à payer, tels qu'ils sont présentés à l'état consolidé de la situation financière, moins les frais commerciaux à payer, les salaires et vacances à payer, les autres créditeurs et charges à payer ainsi que les rabais à recevoir, tels qu'ils sont présentés dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires de la Société, par le coût des ventes du dernier trimestre, tel qu'il est présenté à la *section 7 – « Analyse des résultats consolidés »* de ce rapport de gestion, multiplié par 91 jours. La mesure IFRS la plus directement comparable est les créditeurs et charges à payer.

<i>(en millions de dollars, sauf le DPO)</i>	Au 27 juin 2026 \$	Au 31 déc. 2025 \$
Créditeurs et charges à payer	380,4	353,2
Moins : Frais commerciaux à payer	(64,5)	(53,2)
Moins : Salaires et vacances à payer	(46,8)	(48,3)
Moins : Autres créditeurs et charges à payer	(0,2)	(0,2)
Moins : Rabais à recevoir	(2,5)	(4,1)
Créditeurs et charges à payer ajustés	266,5	247,4
Divisés par : Coût des ventes du dernier trimestre	510,1	543,1
Pourcentage des créditeurs et charges à payer ajustés sur le coût des ventes	0,52	0,46
DPO (en jours)	47,5	41,5

16.6 Capitaux employés et sources de capitaux

Les mesures financières capitaux employés et sources de capitaux sont utilisées par la Société pour mesurer, d'une part, le niveau de capitaux employés pour exploiter ses activités, et, d'autre part, la source de financement pour cette utilisation de capitaux. Les capitaux employés représentent la somme de tous les actifs (sauf le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie »), moins tous les passifs (sauf le découvert bancaire, les obligations locatives et la tranche à court terme ainsi que la dette à long terme et sa tranche à court terme), tels qu'ils sont présentés à l'état consolidé de la situation financière de la Société. Les sources de capitaux représentent la somme du découvert bancaire, des obligations locatives, incluant la tranche à court terme, de la dette à long terme incluant sa tranche à court terme et des capitaux propres, moins la trésorerie et équivalents de trésorerie, tels qu'ils sont présentés à l'état consolidé de la situation financière de la Société. Les mesures IFRS les plus directement comparables sont l'actif total, le passif total et les capitaux propres.

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 27 juin 2026 \$	Au 31 déc. 2025 \$
Actif total	2 310,7	2 252,9
Passif total	996,0	1 016,1
Capitaux employés		
Débiteurs	236,0	207,5
Impôt à recouvrer	6,5	7,6
Stocks	476,3	465,0
Autres actifs à court terme	38,4	42,3
Actif d'instruments dérivés, incluant la portion à court terme	8,4	7,2
Actifs au titre de droits d'utilisation	43,6	46,1
Immobilisations corporelles	754,2	701,0
Immobilisations incorporelles	239,2	282,9
Actif net au titre des prestations définies	1,5	2,3
Actifs d'impôt différé	6,1	5,5
Autres actifs à long terme	1,5	1,7
Goodwill	491,9	475,9
Moins : Crédoeurs et charges à payer	(380,4)	(353,3)
Moins : Impôt exigible	(6,6)	(6,8)
Moins : Autres passifs à court terme	(35,0)	(34,3)
Moins : Passif d'instruments dérivés, incluant la portion à court terme	(2,2)	(4,1)
Moins : Passif relatif au régime incitatif à long terme	(10,1)	(14,4)
Moins : Passif net relatif aux régimes de retraite	(2,0)	(1,9)
Moins : Passifs d'impôt différé	(101,3)	(103,3)
	1 766,1	1 726,9
Sources des capitaux		
Découvert bancaire	-	0,8
Obligations locatives, incluant la tranche à court terme	50,7	52,7
Dette à long terme, incluant la tranche à court terme	407,7	444,6
Capitaux propres	1 314,7	1 236,8
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(7,0)	(8,0)
	1 766,1	1 726,9

16.7 Rendement sur capitaux employés

Le rendement sur capitaux employés (« ROCE ») est un ratio financier de rentabilité qui est utilisé par la Société pour mesurer son efficacité à utiliser ses capitaux pour générer des profits. Pour calculer le ROCE, la somme des résultats d'exploitation des quatre derniers trimestres est divisée par la moyenne des capitaux employés des quatre derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf indication)	Au 27 juin 2026	Au 31 déc. 2025
	\$	\$
Somme des résultats d'exploitation des quatre derniers trimestres	220,9	226,1
Moyenne des capitaux employés des quatre derniers trimestres	1 750,7	1 750,6
Ratio rendement sur les capitaux employés (en %)	12,6	12,9

17 Adoption de normes IFRS

17.1 Modifications de IFRS 9 et IFRS 7 : Modifications aux exigences en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers

Le 1^{er} janvier 2026, la Société a adopté les versions modifiées des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » qui clarifient le classement des actifs financiers et le règlement des passifs financiers au moyen d'un système de paiement électronique. Des informations à fournir supplémentaires sont également ajoutées au sujet des placements dans des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au sujet des instruments financiers assortis de modalités contractuelles qui pourraient modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels en fonction de la réalisation ou non d'une éventualité.

L'adoption des versions modifiées de ces normes n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société.

18 Méthodes comptables et modifications comptables futures

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles présentées à la note 2 des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025. Les modifications comptables futures sont présentées à la note 4 des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025. Les états financiers consolidés intermédiaires ne comprennent pas toutes les notes requises dans les états financiers consolidés annuels.

19 Contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI »)

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information, au sens du Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Ils sont assistés dans cette responsabilité par le comité de divulgation, lequel est composé des principaux dirigeants de la Société. Le comité de divulgation requiert d'être totalement informé de tout fait significatif touchant la Société afin de pouvoir évaluer ces renseignements et déterminer leur importance ainsi que le moment opportun de divulgation d'un communiqué le cas échéant. Bien que la direction examine régulièrement les contrôles et procédures de communication de l'information, ceux-ci ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et peuvent ne pas être en mesure d'empêcher ni de détecter les inexactitudes résultant d'une erreur ou d'une fraude en raison des limites inhérentes qu'ils comportent.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont conclu que la conception des contrôles et procédures de communication de l'information au 27 juin 2026 fournit une assurance raisonnable que les informations significatives relatives à la Société leur sont communiquées, analysées et traitées pendant la période de préparation de ces documents d'information.

20 Contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »)

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS. Tout le système de contrôle interne comporte des limites intrinsèques; en conséquence, les contrôles internes à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et peuvent ne pas être en mesure d'empêcher ni de détecter les inexactitudes résultant d'une erreur ou d'une fraude.

Sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, la direction a procédé à l'évaluation de la conception des contrôles internes de la Société à l'égard de la publication de l'information financière au 27 juin 2026 en utilisant le cadre de référence du « Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission » (« COSO »).

Au cours du deuxième trimestre de 2026, il n'y a pas eu de modification aux contrôles internes à l'égard de la publication de l'information financière qui aurait eu une incidence significative ou qui aurait raisonnablement été susceptible d'avoir une incidence significative sur le contrôle interne de la Société à l'égard de la publication de l'information financière.

6 août 2026